

Table des matières

ENERGIE - CLIMAT – ENVIRONNEMENT - LOGEMENT 2

DEBUT DES TRAVAUX DU CONSEIL CONSULTATIF DE LA « FINANCE DURABLE »	2
UNE MAJORITE DES ALLEMANDS PLUTOT EN FAVEUR D'UNE TAXE SUR LE CO2	2
LE PROGRAMME CLIMATIQUE DE LA CDU APRES LES ELECTIONS EUROPEENNES	2
LA NOUVELLE ETUDE DU PIK ET DE MCC BERLIN INDIQUE LA NECESSITE D'UN PRIX DU CO2	2
NEUF MILLIONS D'EUROS POUR LA PROTECTION DU CLIMAT A DESTINATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT	2
LE PLAN DIRECTEUR POUR LA NATURE URBAINE PRESENTE PAR LA MINISTRE FEDERALE DE L'ENVIRONNEMENT SVENJA SCHULZE	3
APRES UNE RENCONTRE AVEC SON HOMOLOGUE POLONAIS, LE PRESIDENT TRUMP A DE NOUVEAU MENACE DE SANCTIONS LES INVESTISSEURS EUROPEENS DU GAZODUC CONSTRUIT PAR GAZPROM.	3
DES VOIX AU SEIN DE L'UNION (CDU- CSU) PRECONISENT UN REPORT DE LA FERMETURE DES CENTRALES NUCLEAIRES AU-DELA DE 2022	3
A L'OCCASION DE SON CONGRES ANNUEL, LA PUISSANTE ET INFLUENTE FEDERATION DES ENTREPRISES ALLEMANDES DE L'ENERGIE ET DE L'EAU (BDEW) SE PRONONCE EN FAVEUR D'UNE TARIFICATION DU CARBON	3
LA COMMISSION EUROPEENNE RENDU PUBLIQUE L'EVALUATION DU PROJET DE PLAN NATIONAL ENERGIE ET CLIMAT (NEPC) DU GOUVERNEMENT ALLEMAND QUI S'ETAIT ENGAGE A Y DETAILLER COMMENT LE PAYS ENTENDAIT ATTEINDRE SES OBJECTIFS CLIMATIQUES A L'HORIZON DE 2030	3
LA DECISION POLEMIQUE DU SENAT DE BERLIN RELATIVE AU GEL DES LOYERS	4

TRANSPORT 4

VOLKSWAGEN S'ENGAGE A NE PAS LICENCIER D'ICI LES DIX PROCHAINES ANNEES	4
QU'EN EST-IL DU RACHAT D'ARRIVA, LA FILIALE DE TRANSPORT LOCAL DE LA DEUTSCHE BAHN ?	4

ENTREPRISES, NUMERIQUE, INTERNATIONAL 4

DEUTSCHE TELEKOM DEMANDE A SES EMPLOYES DE NE PLUS COMMANDER D'APPAREILS DU GROUPE CHINOIS COMME TELEPHONES MOBILES DE SERVICE	4
"TAG DER DEUTSCHEN INDUSTRIE" : EDITION 2019 AVEC LA FRANCE A L'HONNEUR, MARQUEE, COTE ALLEMAND, PAR UNE FORTE DEFIANCE ENTRE INDUSTRIE ET POLITIQUE	5
LE MINISTRE FEDERAL DE LA COOPERATION ET DU DEVELOPPEMENT LANCE LE PREMIER VOLET DE L'INITIATIVE « COMPACT FOR AFRICA », AVEC LE PROGRAMME « AFRICA CONNECT »	5
L'ALLEMAGNE PERD EN ATTRACTIVITE D'APRES LE BAROMETRE ANNUEL REALISE PAR L'AGENCE DE CONSEIL EY EN EUROPE	5
LE SPD SOUHAITE LA CREATION D'UN FONDS DE CAPITAL RISQUE POUR FAVORISER L'ATTRACTIVITE DE L'ALLEMAGNE POUR LES START-UPS	6
VOLKSWAGEN ACQUIERT 20 % DU FABRICANT DE BATTERIES SUEDOIS NORTHVOLT	6
NEGOCIATIONS ENTRE LE GROUPE DE MEDIAS AXEL SPRINGER ET L'INVESTISSEUR AMERICAIN KKR	6
LA SOCIETE DE SEMI-CONDUCTEURS INFINEON SOUHAITE ACQUERIR SON CONCURRENT AMERICAIN CYPRESS POUR LA SOMME DE 9 Mds EUR	6

ENERGIE - CLIMAT – ENVIRONNEMENT - LOGEMENT

Début des travaux du Conseil consultatif de la « Finance durable »

A l'initiative du ministère fédéral des finances et du ministère fédéral de l'environnement, ainsi qu'en étroite coordination avec le ministère fédéral de l'économie, le gouvernement allemand a mis en place le 6 juin un comité consultatif pour la « finance durable ». Le Conseil consultatif doit conseiller le gouvernement fédéral sur l'élaboration et la mise en œuvre de sa stratégie de financement durable, mettre en commun l'expertise existante sur ce sujet et promouvoir le dialogue entre les acteurs concernés. Le gouvernement fédéral définit la finance durable comme la prise en compte des aspects de durabilité dans les décisions des acteurs des marchés financiers. Le comité est composé de représentants du monde des affaires, de la société civile et du monde universitaire, ainsi que de divers ministères fédéraux. Il s'agit également d'utiliser la finance durable comme avantage concurrentiel afin de renforcer durablement la place financière et économique de l'Allemagne.

Une majorité des allemands plutôt en faveur d'une taxe sur le CO2

Selon une [enquête](#) de l'institut de sondage Dimap pour le compte de Germanwatch, la New Energy Foundation et l'association pour la taxe CO2 ("Vereins CO2-Abgabe e.V") publiée le 2 juin 2019, parmi ceux qui ont le droit de vote, 62 % considèrent qu'une réforme des taxes et prélèvements sur l'énergie axée sur les émissions de CO2 est cohérente. Les personnes à faible revenu et les électeurs de la CDU soutiendraient une réforme de la taxe sur le CO2 avec respectivement 58 et 59 % d'avis favorable. Particulièrement intéressant dans la perspective des prochaines élections régionales, une majorité d'Allemands de l'Est (64%) seraient favorables à une telle réforme fiscale.

Le programme climatique de la CDU après les élections européennes

Après la désillusion de la CDU lors des élections européennes et la percée des Verts, les représentants de la CDU et de la CSU ont esquissé la position du parti en matière climatique. Lors d'une réunion à Weimar le 4 juin, ces derniers ont adopté un [plan](#) en douze points sur la politique climatique. Ils préconisent de notamment de réintroduire la taxe sur le carburant des avions afin de réduire les émissions de CO2 dues au trafic aérien, une utilisation accrue de l'énergie éolienne grâce aux installations on shore et offshore, un soutien à la rénovation thermique ou encore une politique de protection des espèces plus ambitieuse.

La nouvelle étude du PIK et de MCC Berlin indique la nécessité d'un prix du CO2

De nouveaux [calculs](#) effectués par le MCC (Mercator Research Institute on Global Commons and Climate change Berlin) et le PIK (institut de recherche sur le climat de Potsdam) montrent que l'arrêt accéléré des centrales à charbon allemandes pourrait augmenter les émissions globales européennes. Selon ces deux entités un prix minimum du CO2 et l'annulation de certains certificats d'émission auraient un certain effet d'atténuation de ces phénomènes. Pour le directeur du Think Tank Agora Energiewende, les calculs seraient à relativiser car ils ne prendraient pas en compte l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique allemand pour 2030 (65%) ni l'annulation des quotas nationaux de CO2 induits par la fermeture des centrales à charbon.

Neuf millions d'euros pour la protection du climat à destination des pays en développement

L'Allemagne veut aider davantage les pays en développement à atteindre leurs objectifs climatiques. Le ministère fédéral de l'environnement et le ministère fédéral de la coopération économique et du développement ont annoncé le 12 juin la mise à disposition de 9 M€ supplémentaires afin d'aider les pays en développement à améliorer leur effort en matière climatique. Même si l'Allemagne n'atteindrait pas ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020, la ministre de l'environnement Svenja Schulze a promis que le gouvernement allemand s'efforcera d'apporter sa contribution internationale à la protection du climat.

Le plan directeur pour la nature urbaine présenté par la ministre fédérale de l'Environnement Svenja Schulze

Le conseil des ministres a approuvé le 12 juin les 26 mesures proposées par Svenja Schulze concernant l'aide aux municipalités afin d'accroître la biodiversité dans les villes allemandes. L'objectif est de créer des habitats naturels et verts qui ne profitent pas seulement aux plantes et aux insectes, mais qui offrent également aux citoyens de la verdure et des loisirs. Parmi les mesures concrètes : un concours national pour la protection contre les insectes dans les municipalités, la cartographie de la diversité des espèces et des milieux naturels dans les villes.

Après une rencontre avec son homologue polonais, le président TRUMP a de nouveau menacé de sanctions les investisseurs européens du gazoduc construit par Gazprom.

Le 13 juin dernier, après une rencontre avec le président polonais Andrzej Duda à la Maison Blanche, le président des Etats-Unis, Donald Trump a déclaré qu'il envisageait – à nouveau- de prendre des sanctions contre le projet de gazoduc russe Nord Stream 2. Il a également répété ses mises en garde à l'attention de l'Allemagne contre une dépendance vis-à-vis de la Russie pour ses approvisionnements en hydrocarbures. Enfin, pour maintenir la pression sur Berlin, il a rappelé le différent entre son administration et celle de la Chancelière au sujet de la contribution de l'Allemagne au budget de l'OTAN. Il a notamment indiqué, que le gouvernement américain envisageait de transférer en Pologne une partie des soldats américains stationnés en Allemagne.

Des voix au sein de l'Union (CDU- CSU) préconisent un report de la fermeture des centrales nucléaires au-delà de 2022

Face à la difficulté de l'Allemagne à atteindre ses objectifs climatiques et à l'augmentation constante des prix de l'énergie, alors que la sécurité d'approvisionnement pourrait être fragilisée avec la sortie annoncée du charbon à l'horizon 2038, des voix s'élèvent en interne pour que la durée d'exploitation des centrales nucléaires soit prolongée au-delà de 2022. Selon ses promoteurs, une telle décision permettrait d'anticiper la fermeture des centrales à charbon bien avant 2038 et l'Allemagne pourrait atteindre ses objectifs climatiques à l'horizon 2030, à défaut d'atteindre ceux fixés pour 2020. Néanmoins, les énergéticiens Eon, RWE et EnBW ont rejeté à l'unanimité cette demande. Ils ont rappelé que l'élimination progressive de l'exploitation de l'énergie nucléaire en 2011 avait été décidée moyennant un consensus politique et social clairement retranscrit dans la loi. En outre, le SPD, partenaire de la coalition, a catégoriquement rejeté toute prolongation de durée d'exploitation des centrales nucléaires au-delà de 2022.

A l'occasion de son congrès annuel, la puissante et influente Fédération des entreprises allemandes de l'Energie et de l'Eau (BDEW) se prononce en faveur d'une tarification du carbone

Alors que le débat prend de l'ampleur au sein des différentes factions politiques nationales, fait notable par rapport aux positions encore récemment exprimées par le BDEW, sa présidente, Marie-Luise Wolff, à l'occasion du congrès annuel de sa Fédération à Berlin, s'est prononcée en faveur de l'introduction rapide d'une tarification du CO2 dans tous les secteurs économiques non compris dans le périmètre du système communautaire d'échange de quotas d'émissions (ETS UE) notamment dans ceux des transports et du bâtiment. Mme Wolff s'est ensuite attachée à rappeler l'importance de préserver les équilibres sociaux qui constitueraient les facteurs déterminants de la réussite politique de l'introduction d'une tarification du carbone. Aussi a-t-elle souligné la nécessité de réduire la charge fiscale sur l'électricité et de renforcer les mesures d'incitation fiscales en faveur de l'efficacité énergétique.

La Commission européenne rendu publique l'évaluation du projet de Plan national énergie et climat (NEPC) du gouvernement allemand qui s'était engagé à y détailler comment le pays entendait atteindre ses objectifs climatiques à l'horizon de 2030

Le verdict de la Commission européenne est sévère à l'égard du NPCE allemand. Selon ses prévisions sans mesures complémentaires drastiques et rapides, le gouvernement allemand manquera son objectif climatique à 2030 pour les secteurs qui ne relèvent pas du système communautaire d'échange de quotas d'émission. Cet objectif pour les secteurs du bâtiment, des transports et de l'agriculture est de moins 38 % par rapport à aux émissions de l'année 2005, et la

Commission a calculé que les mesures prévues dans le NPCE ne permettraient d'atteindre que 23 %. La Commission souligne que la protection de l'environnement nécessite la mise en œuvre rapide d'une loi sur la protection du climat, le lancement d'un programme d'investissements dédié à cet objectif, l'introduction d'une tarification du carbone et des incitations efficaces en matière de rénovation énergétique des bâtiments. La Commission recommande également à l'Allemagne d'intégrer dans son NPCE les aspects d'équité et de justice sociale relatives à la dans la transformation du système énergétique, notamment en fournissant des informations plus détaillées sur les impacts socio-économiques de l'élimination progressive du charbon et des ajustements prévus dans d'autres secteurs à forte intensité de CO2. Par ailleurs, la Commission souligne que NECP allemand ne fournit pas suffisamment de renseignements sur l'ensemble des subventions existantes dans le domaine de l'énergie, notamment pour ce qui concerne les combustibles fossiles. Il s'agit notamment de divers allègements fiscaux destinés aux entreprises du secteur de l'énergie, aux entreprises à forte intensité énergétique et au secteur de l'aviation. La Commission note aussi l'absence d'indications relatives aux mesures et les plans visant à supprimer progressivement ces avantages. *(Pour rappel, le gouvernement allemand avait rendu son NEPC à la Commission fin 2018, alors que les travaux de la Commission « charbon » n'étaient guère achevés, et ceux de la de la Plateforme nationale pour la mobilité du future non plus).*

La décision polémique du Sénat de Berlin relative au gel des loyers

Le gouvernement du Land de Berlin (« Senat von Berlin ») a mis sur la table le 18 juin un projet de loi de gel des loyers pendant 5 ans. L'origine de ce projet est le constat d'une augmentation très rapide des loyers dans la capitale allemande. Ce gel des loyers est prévu pour 2020 et concerne 1,5 millions de logements anciens du parc privé. Cela exclurait néanmoins les logements sociaux et les nouveaux appartements mais serait applicable rétroactivement au 18 juin pour les logements dont les loyers dépasseraient le montant du plafond. Des exceptions sont prévues pour les cas de rénovations de logements (pour rénovation thermique par exemple.) Les propriétaires ne respectant pas ces règles s'exposeraient à une amende pouvant aller jusqu'à 500 000 euros. Dans le cadre d'une allocution devant la fédération des locataires allemands, la Chancelière Angela Merkel a émis une certaine réserve quant à ce genre de projet. Elle estime qu'il ne faut pas décourager les groupes à investir dans le logement. Elle estime par ailleurs que la meilleure réponse à la pénurie de logement dont souffre l'Allemagne est de créer de nouveaux logements. L'association de défense des propriétaires « Haus und Grund » avait appelé les propriétaires berlinois à augmenter leur loyer avant le 17 juin minuit. Le texte doit encore être transmis à la chambre des députés pour adoption.

TRANSPORT

Volkswagen s'engage à ne pas licencier d'ici les dix prochaines années

Malgré ses mesures d'austérité, le constructeur automobile allemand Volkswagen exclut les licenciements pour les dix prochaines années. Il répond ainsi à une demande des représentants des salariés. Toutefois les départs à la retraite ne seront pas remplacés, de sorte que plusieurs milliers d'emploi seront perdus.

Qu'en est-il du rachat d'Arriva, la filiale de transport local de la Deutsche Bahn ?

Selon les experts du secteur, l'investisseur financier américain Carlyle et la filiale de la Deutsche Bank DWS ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition d'Arriva. Le processus d'appel d'offres devrait commencer au milieu de ce mois. Arriva est évaluée à 3,5 milliards d'euros. Le holding américain Apollo et la filiale Keolis de la SNCF font également partie des intéressés.

ENTREPRISES, NUMERIQUE, INTERNATIONAL

Deutsche Telekom demande à ses employés de ne plus commander d'appareils du groupe chinois comme téléphones mobiles de service

Le 30 mai, le groupe Deutsche Telekom a exhorté ses employés, dans une lettre interne, à ne plus utiliser de smartphones Huawei à l'avenir. Selon le Handelsblatt, le groupe motive cette demande par « l'intérêt de la protection des investissements ». Il ne s'agit, de l'avis d'un porte-parole du groupe, que d'une recommandation. Les clients de Deutsche Telekom peuvent toujours, se voient toujours proposer des téléphones de la marque chinoise. L'entreprise allemande est ainsi le premier poids lourd du secteur à réagir aux sanctions américaines, les Etats-Unis ayant placé Huawei sur une

liste noire de sociétés dont les relations commerciales avec des partenaires américains sont soumises à des contrôles stricts. Ce mouvement pourrait avoir pour conséquence de bloquer l'utilisation d'applications comme Google, Facebook ou Whatsapp. Deutsche Telekom craint par ailleurs, comme les autres opérateurs allemands, une forte diminution de la demande pour des appareils Huawei et de disposer de stocks importants de plusieurs milliers de téléphones invendables.

"Tag der Deutschen Industrie" : édition 2019 avec la France à l'honneur, marquée, côté allemand, par une forte défiance entre industrie et politique

L'édition 2019 du TDI, principale manifestation annuelle de la puissante Fédération des Industries allemandes (BDI) a constitué une tribune permettant aux principaux dirigeants économiques et politiques d'affirmer leurs orientations à la suite des élections européennes. Il a révélé une tension nouvelle entre le monde des affaires et la Grande Coalition. Le constat dressé n'est pas nouveau : le modèle économique allemand fonctionne bien, mais est confronté à des ruptures de court (tensions commerciales), moyen et long terme (transition démographique, numérisation, changements climatiques) qui menacent sa solidité. Les réponses proposées reprennent des éléments déjà largement préexistants, tant dans les positions défendues par le BDI que par les discours des membres du Gouvernement, donnant à la vivacité des échanges un caractère peut-être un peu superficiel. Deux points sont toutefois à souligner : (i) l'importance des enjeux écologiques et énergétiques dans les discours des représentants des partis de la coalition et du FDP, probablement motivés par les résultats des élections européennes, (ii) paradoxalement, un discours des Verts plutôt général, consensuel dans la défense de positions proches de celles du « Mittelstand » et insistant relativement peu sur la transition écologique. Le Ministre français de l'Economie et des finances y a prononcé un discours remarqué, salué par une *standing ovation*, en particulier ses propos sur l'Europe et les réformes en France.

Le Ministre fédéral de la coopération et du développement lance le premier volet de l'initiative « Compact for Africa », avec le programme « Africa Connect »

Le 4 juin, le Ministre fédéral de la Coopération et du développement a présidé un événement de lancement de la première composante de l'initiative Compact Africa, « AfricaConnect ». Il s'agit du volet destiné à faciliter les investissements d'entreprises allemandes en Afrique. Le programme est mis en œuvre par la Société pour l'investissement et le développement (DEG), filiale de la KfW. Les ressources financières proviennent d'un Fonds d'investissement pour le développement, piloté par le Ministère pour la Coopération et le développement. Le montant total alloué au projet n'est pas précisé, des déclarations précédentes faisant état de 400 M EUR envisagés. Les entreprises concernées sont les groupes allemands et européens, ainsi que des entreprises africaines avec des actionnaires européens ou liées par des conditions contractuelles de long terme à des partenaires européens. Les deux autres volets de l'initiative (« AfricaGrow », destiné aux Start ups et PME africaines, et « Business Network Africa », création d'un réseau de conseil et de promotion du commerce extérieur) devraient être opérationnels au cours de l'année 2019 (sans plus de précision pour « AfricaGrow », au début du second semestre pour « Business Network Africa »).

L'Allemagne perd en attractivité d'après le baromètre annuel réalisé par l'agence de conseil EY en Europe

Le baromètre annuel, publié le 4 juin par EY, fait l'objet de vives réactions en Allemagne. Le Handelsblatt évoque une « réticence » des entreprises étrangères à investir en Allemagne, avec 973 menés à terme en 2018, soit une baisse « drastique » de 13 % par rapport à 2017. Selon le directeur d'EY en Allemagne, le pays « n'est plus le moteur de la croissance économique européenne ». Pour expliquer ce recul de l'attractivité, trois raisons principales sont évoquées : (i) des perspectives de croissance peu optimistes (avec 1,4 % de croissance en 2018, le Handelsblatt rappelle que l'Allemagne se place en 24^e position sur 28 Etats membres), (ii) le coût du travail important et surtout (iii) une fiscalité trop élevée pesant sur les entreprises, notamment face aux réformes fiscales réalisées dans d'autres pays (Etats-Unis, France...). Le Handelsblatt nuance toutefois ce constat, signalant que les entreprises américaines demeurent, malgré les tensions commerciales, attachées à leurs implantations en Allemagne (extension des sites d'Amazon par exemple en 2018 près de Magdebourg). Le niveau de qualification de la main d'œuvre et la qualité des infrastructures sont également des points forts. Enfin, le quotidien signale que la force de l'Allemagne ne réside pas tant dans son attractivité que dans la capacité des groupes allemands à se développer à l'international, ce qu'ils continuent à faire fortement.

Le SPD souhaite la création d'un fonds de capital risque pour favoriser l'attractivité de l'Allemagne pour les start-ups

Le 6 juin, M. Bernd Westphal, porte-parole du groupe parlementaire du SPD au Bundestag pour la politique économique, a rendu un document dans lequel il préconise la création d'un fonds de capital risque pour favoriser le financement des *Start ups* en Allemagne. Contrôlé par l'Etat, il serait alimenté par des compagnies d'assurances et des fonds de pension. S'inspirant du modèle danois, il proposerait une sorte de « garantie fédérale » pour couvrir d'éventuelles pertes et investirait dans plusieurs fonds existants. M. Westphal souligne la faiblesse des fonds de capital risque en Allemagne par aux autres grandes économies. S'il ne précise pas le montant du fonds envisagé, il propose que les assureurs y consacrent au minimum 1 % de leur volume d'investissement. L'idée pourrait être largement soutenue. La KfW Capital, filiale de la KfW a déjà mis en œuvre, avec le Gouvernement fédéral et son initiative « Tech for Growth », une approche similaire pour développer une forme de capital risque garanti par l'Etat. Le cabinet de conseil Roland Berger préconise la même idée. Au sein du Bundestag, le porte-parole du groupe parlementaire CDU/CSU pour la politique économique, considère la création d'un fonds comme une « condition sine qua non pour que l'Allemagne reste un lieu attractif pour les *Start-up s* ». Il souhaite que les investisseurs étrangers puissent également y contribuer. M. Westphal n'a pas donné d'échéances à la réalisation de ce fonds, mais considère que celle-ci est « urgente ».

Volkswagen acquiert 20 % du fabricant de batteries suédois Northvolt

Le 12 juin, le groupe Volkswagen a annoncé l'acquisition de 20 % du capital de Northvolt. Volkswagen obtient un siège au conseil d'administration du groupe suédois. L'objectif du groupe allemand est de développer une filière de production de cellules de batteries en Allemagne. Les deux partenaires devraient créer une co-entreprise destinée à la création d'une nouvelle usine sur le site de Salzgitter, qui est déjà l'une des principales implantations de Volkswagen. Le groupe allemand a annoncé un investissement de 900 M EUR pour ce projet. Selon le Handelsblatt, le site de Salzgitter devrait être exempté d'une partie de taxes pesant sur l'électricité, ce qui diminuerait largement le coût de production. Toutefois, le groupe allemand n'a pas annoncé de décision finale sur la création d'une filiale de production qu'il assumerait seul. Dans un premier temps, une chaîne de production pilote devrait être mise en place avant une extension possible. Cette première phase pourrait nécessiter l'emploi d'environ 700 personnes. Le site devrait débiter ses activités en 2023-2024.

Négociations entre le groupe de médias Axel Springer et l'investisseur américain KKR

Plusieurs articles font état de négociations menées entre les principaux détenteurs du groupe de médias Axel Springer (Mme Friede Springer, veuve d'Axel Springer, et le PDG actuel du groupe, M. Döpfner) et l'investisseur américain KKR pour se partager le capital du groupe. Les deux principaux actionnaires souhaiteraient conserver 45,5 % des parts, KKR proposant aux autres actionnaires d'acquérir leurs parts à 30 % de plus que leur valeur actuelle. Un des enjeux est le rôle que joueront les deux petits-enfants d'Axel Springer, qui détiennent ensemble près de 10 % des parts du capital. L'objectif du PDG d'Axel Springer et de KKR pourrait être de retirer le groupe de la bourse afin de le soustraire à la pression des investisseurs boursiers. Cela permettrait au PDG de développer une stratégie de long terme à l'abri des aléas de la conjoncture, ce qu'il souhaite depuis plusieurs années.

La société de semi-conducteurs Infineon souhaite acquérir son concurrent américain Cypress pour la somme de 9 Mds EUR

Le 2 juin, le PDG d'Infineon, M. Ploss, a annoncé son souhait de prendre le contrôle du fabricant américain de puces électroniques Cypress pour un montant de 9 Mds EUR. Selon lui, cette opération confortera la position du groupe dans un secteur en recomposition, avec une forte concurrence chinoise et des usages amenés à évoluer avec l'émergence de domaines comme la conduite autonome. L'acquisition ferait du groupe le premier fabricant de puces électroniques et le 8^{ème} dans le domaine des semi-conducteurs. La somme requise semble toutefois ne pas faire l'unanimité auprès des investisseurs, l'action du groupe ayant chuté de 9 % à la suite de cette annonce. La reprise de Cypress supposerait en effet une hausse de capital de près de 3 Mds EUR. Une autre difficulté est également la validation de l'opération par les autorités américaines. M. Ploss se dit confiant, mais le Handelsblatt relève qu'Infineon avait renoncé à une opération de même type aux Etats-Unis il y a deux ans, à la suite d'un blocage de ces mêmes autorités.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Berlin (adresser les demandes à berlin@ dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique de Berlin

Adresse : Pariser Platz 5, 10117 Berlin, Allemagne

Rédigé par (par ordre alphabétique) : Alissa ABOUD, Adèle DAUTRESME, Tony HUBERT, Thomas JEANNIN, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Catherine LEGRAND, Guillaume PRIGENT, Relu par : Etienne OUDOT DE DAINVILLE

Version du 14/06/2019